

France/Trois jours après l'assassinat d'un prêtre dans son église Manuel Valls reconnaît un "échec" de la justice

AFP
Paris/France

Le Premier ministre propose une approche différente chez les magistrats, dossier par dossier.

LE Premier ministre français a souhaité hier que la justice adapte ses pratiques au phénomène jihadiste à la lumière des derniers attentats, au moment où la droite multiplie les accusations de laxisme contre l'exécutif socialiste.

Le fait que l'assignation à résidence d'Adel Kermiche, l'un des assassins de Jacques Hamel, le prêtre de 85 ans (bien 85) égorgé mardi dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray (Normandie), ne l'a pas empêché de passer à l'acte est "un échec" de la justice, a estimé Manuel Valls dans un entretien avec le quotidien Le Monde.

"Cela doit conduire les magistrats à avoir une approche différente, dossier par dossier, compte tenu des pratiques de dissimulation très poussées des djihadistes", a estimé Manuel Valls, tout en soulignant son respect pour l'équilibre des pouvoirs et pour "l'Etat de droit".

L'ancien président Nicolas Sarkozy a accusé l'exécutif d'être paralysé par des "arguties juridiques" dans sa



Photo : AFP

Pour le Premier ministre français, Manuel Valls, la justice doit adapter ses pratiques au phénomène jihadiste à la lumière des derniers attentats.

lutte contre le terrorisme. Le parti qu'il préside, Les Républicains (droite), a demandé hier au Premier ministre "des mesures à la hauteur" et "plus d'actions".

Traumatisés par l'assassinat du vieux prêtre pendant qu'il célébrait la messe, les catholiques de France étaient invités par leur hiérarchie à jeûner hier, comme du reste les protestants par leurs fédérations, et les responsables musulmans ont appelé à se rendre dans les églises dimanche en signe de solidarité.

"VOUS PARTAGEZ NOTRE DOULEUR" • A Saint-Etienne-du-Rouvray, des catholiques et des musulmans ont prié ensemble à la mémoire du père Hamel, d'abord dans l'autre église

de la ville restée ouverte, puis dans la mosquée toute proche pour la prière du vendredi.

"Vous partagez notre douleur. Cette douleur est aussi la vôtre", "cet événement qui vient d'arriver doit nous aider à renforcer les liens qui existent entre nous", a déclaré le curé de la ville, Auguste Moanda.

L'un des deux assaillants, le Français Adel Kermiche, 19 ans, était fiché par les services de renseignement et avait été incarcéré pendant une dizaine de mois dans l'attente d'être jugé pour avoir tenté à deux reprises l'an dernier de se rendre en Syrie. Il était sorti de prison en mars, assigné à résidence avec un bracelet électronique ; le parquet avait en

vain fait appel de sa mise en liberté conditionnelle.

Ces informations ont provoqué un tollé au sein de la droite et de l'extrême droite, où plusieurs voix ont appelé à la démission de M. Valls et du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

L'autre auteur de l'attaque, Abdel Malik Petitjean, était quant à lui fiché pour radicalisation depuis le 29 juin, après avoir tenté de rejoindre la Syrie via la Turquie. Lui aussi âgé de 19 ans, il apparaît en outre en train de proférer des menaces contre la France dans une vidéo diffusée par un organe de propagande de l'organisation Etat islamique (EI), l'agence Amaq, a révélé jeudi le centre américain de surveillance de sites internet jihadistes SITE.

Par ailleurs, un demandeur d'asile syrien a été placé en garde à vue dans le cadre de cette affaire, selon une source proche de l'enquête. Deux autres personnes étaient toujours en garde à vue hier, tandis que deux ont été relâchées.

L'union politique contre le danger jihadiste, déjà mise à mal depuis les attentats du 13 novembre à Paris (130 morts et des centaines de blessés) a volé en éclats en France après l'attentat du 14 juillet à Nice (84 morts et 435 blessés), à quelques mois de primaires avant la

présidentielle d'avril 2017. Florian Philippot, l'un des responsables du parti d'extrême droite Front National, a qualifié les déclarations de Manuel Valls d'"aveu d'échec" et ajouté que "normalement quand on est responsable politique on en tire les conséquences en présentant sa démission". Un proche de Nicolas Sarkozy, Laurent Wauquiez, a également réclamé le départ de Manuel Valls. Ce dernier a demandé à l'opposition d'"être digne et respectueuse" et accusé l'ancien chef de l'Etat de "perdre ses nerfs".

Le Premier ministre s'est par ailleurs dit favorable à une interdiction du financement étranger des mosquées. Il a de plus souhaité "inventer une nouvelle relation" avec l'islam de France et que les imams soient formés en France et "pas ailleurs".

A l'issue d'une rencontre cette semaine entre le président François Hollande et les représentants des cultes, le recteur de la grande mosquée de Paris Dalil Boubakeur avait lui-même suggéré "une certaine réforme dans les institutions" de l'islam. Pour tenter d'endiguer l'idéologie jihadiste, les autorités ont fermé ces derniers mois plusieurs mosquées considérées comme salafistes.

L'Afrique en bref

• **Bénin/Deuil.** L'ancien président Emile Derlin Zinsou est mort



Photo : AFP

L'ancien président de la République du Dahomey (ex-Bénin) de 1968 à 1969, Emile Derlin Zinsou, oncle de l'ex-Premier ministre béninois Lionel Zinsou, est décédé jeudi à l'âge de 98 ans, a annoncé un proche de la famille.

• **Cameroun/Médias.** RSF réclame encore la libération du journaliste Ahmed Abba

Reporters Sans Frontières (RSF) a une nouvelle fois réclamé hier "la libération immédiate" du correspondant camerounais de Radio France Internationale (RFI), Ahmed Abba, arrêté dans son pays il y a un an jour pour jour, dénonçant une "détection arbitraire et abusive".

• **RD Congo/Politique.** Des partisans de Kabila par dizaines de milliers

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont pris d'assaut hier le stade Tata Raphaël de Kinshasa pour exprimer leur soutien au président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila, dans une ambiance électoraliste, ont constaté des journalistes de l'AFP.

• **Tchad-Sénégal/Justice.** Double peine pour Habré

Déjà condamné à la prison à vie pour crimes contre l'humanité, l'ex-président tchadien Hisène Habré devra verser des réparations financières à ses victimes, a décidé hier le tribunal spécial africain qui l'a jugé à Dakar. L'ancien dictateur devra payer jusqu'à 20 millions de francs par victime.

Etats-Unis/A 100 jours de la présidentielle

Clinton et Trump reprennent la route

AFP
Philadelphie/Etats-Unis

Les deux rivaux espèrent ainsi capitaliser sur les grand-messes qui ont débouché sur leur investiture respectives.

A J-101 de l'élection présidentielle américaine, la démocrate Hillary Clinton et le républicain Donald Trump sont repartis hier sur les routes pour tenter de capitaliser sur l'effet rassembleur des conventions de leur parti respectif.

Ces deux dernières semaines, républicains et démocrates ont formellement désigné leur champion pour conquérir la Maison Blanche le 8 novembre. Mais les deux formations sont marquées par les divisions internes, et leurs pou-lains sont assez impopulaires avec moins de 40% d'avis favorables.

Le duel s'annonce serré dans une campagne déjà considérée comme l'une des plus acrimonieuses que le pays n'ait jamais connu.

Hillary Clinton, 68 ans, est entrée dans l'Histoire jeudi à Philadelphie en devenant la première femme investie par un grand parti pour la présidentielle.

Dans son discours d'acceptation de sa nomination, elle a

exhorté ses compatriotes à ne pas céder au message populiste de son rival républicain. Elle a prévenu les Américains séduits par le verbe martial de son adversaire que l'élection de novembre serait une "heure de vérité".

L'équipe de campagne de l'homme d'affaires a répliqué hier matin en postant un message sur Facebook, dénonçant une allocution présentant une "collection insultante de clichés et de rhétorique recyclée". "C'est un discours prononcé dans un univers de fantasmes, pas dans la réalité dans laquelle nous vivons aujourd'hui", a poursuivi le message.

Le sénateur de Virginie Tim Kaine, colistier de la démocrate, s'est dit de son côté "optimiste". "Nous allons batailler ensemble pour construire une économie plus forte, bâtir des alliances et une communauté de respect aimante, plutôt qu'une communauté créant des divisions", a-t-il relevé hier matin sur CNN.

A l'instar de Mme Clinton, il a tendu la main aux partisans du sénateur du Vermont Bernie Sanders, battu aux primaires. "Ils avaient un favori, mais je pense qu'il vont se rassembler derrière Hillary Clinton et nous allons faire tout ce que nous pouvons pour gagner en novembre".

Les experts s'attendent à ce que le "soutien négatif", à sa-



Photo : AFP

A présent qu'ils ont reçu l'investiture de leur parti respectif, les candidats républicain Donald Trump...

voir voter contre un candidat plutôt que pour un candidat, jouera un rôle important dans ce scrutin.

De grands noms du parti républicain, comme l'ancien candidat à la Maison Blanche Mitt Romney, ont publiquement indiqué qu'ils ne pourraient pas voter pour Trump. Mme Clinton a d'ailleurs bien pris conscience de cette opportunité de récolter des suffrages dans le camp adverse, promettant d'être "la présidente des démocrates, des républicains, des indépendants". Elle ne perd pas de temps pour essayer de glaner des voix puisque dès hier elle devait embarquer avec Tim

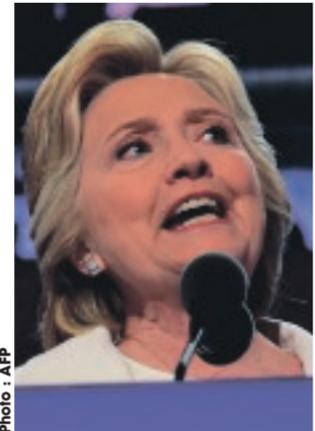


Photo : AFP

... et démocrate Hillary Clinton peuvent à nouveau sillonner la campagne américaine dans la perspective d'une élection qui s'annonce serrée.

Kaine dans une tournée en bus en Pennsylvanie - où s'est tenue cette semaine la convention démocrate - et en Ohio - où s'est déroulée la convention républicaine la semaine dernière.

Cette région, épicentre de la désindustrialisation, est cruciale pour l'élection. C'est l'électorat blanc et ouvrier de cette région que convoite également Donald Trump. "Les 100 premiers jours seront consacrés à l'emploi et à une économie qui fonctionne pour tout le monde", a appuyé Tim Kaine sur CNN. "Nous devons aller fort en matière d'investissement important dans l'emploi".

VERS L'OUEST • Donald Trump, lui, a prévu de partir à la conquête de l'Ouest, avec un déplacement dans le Colorado, un autre Etat crucial dans la route vers la Maison Blanche. Son projet d'ériger un mur à la frontière avec le Mexique pour endiguer l'immigration illégale devrait y être bien reçu par les électeurs blancs, mais devrait détourner les Hispaniques.

Lors de la convention républicaine à Cleveland, il a réitéré ses projets très controversés de bloquer l'immigration des musulmans et des Hispaniques aux Etats-Unis, et d'être extrêmement dur face à la criminalité. "J'ai un message pour vous tous", a-t-il lancé aux milliers de délégués. "Le crime et la violence qui accablent notre nation aujourd'hui vont bientôt, je veux dire très bientôt, disparaître", a-t-il affirmé. "La sécurité sera restaurée".

Hier matin, il a relevé sur Twitter que "Hillary la malhonnête (surnom qu'il donne à sa rivale, NDLR) m'a mentionné 22 fois dans son très long et très ennuyeux discours. Nombre de ses déclarations étaient des mensonges et des fabrications".

Les deux candidats doivent débattre l'un contre l'autre pour la première fois le 26 septembre à l'université Hofstra, à Hempstead dans l'Etat de New York (nord-est).

A travers le monde

• **Autriche-France/Terrorisme.** Remis à Paris, inculpés puis emprisonnés

Deux hommes - Adel Haddadi, Algérien de 29 ans, et Mohamad Usman, Pakistanais de 35 ans - remis hier par l'Autriche à la France, soupçonnés d'avoir voulu participer aux attentats du 13 novembre à Paris, ont été inculpés hier soir à Paris et emprisonnés, a indiqué une source judiciaire.

• **Turquie/Politique.** La purge s'étend aux milieux économiques

La purge de l'après-coup d'Etat en Turquie s'est étendue hier au monde des affaires, avec la mise en garde à vue de trois industriels de premier plan dans le cadre des enquêtes tactulaires sur les réseaux du prédicateur Fethullah Gülen.